



R F E R

**CONDOMINIUM
DES NOUVELLES-HEBRIDES
JOURNAL OFFICIEL**

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
GAZETTE
PUBLISHED BY AUTHORITY**

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES
REGLEMENT CONJOINT N° 30 de 1973**

portant modification du Règlement Conjoint N° 10 de 1964 instituant une taxe sur les jeux.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - les articles 2 § 2 5 et 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914,

ARRE TENT :

Article 1. - L'article 5, § a (1) du texte anglais du Règlement Conjoint N° 10 de 1964, tel qu'amendé par le Règlement Conjoint N° 8 de 1973, est modifié immédiatement à la suite des mots "official rate of exchange" par l'insertion de la virgule et des mots : "per annum".

Article 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et sera réputé avoir pris effet pour compter de sa date de publication au Journal Officiel du Condominium (1er janvier 1973).

Port Vila, le 18 juillet 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles Hébrides p.18	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles Hébrides
---	--

M. TOWNSEND

LANGLOIS

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
JOINT REGULATION N° 30 of 1973**

TO AMEND the Amusement Machines Tax Joint Regulation No 10 of 1964 as amended.

MADE BY the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2, 5 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

Amendment of English text of s. (1) (a) of J.R. No 10 of 1964

1. The English text of paragraph (a) of subsection (1) of section 5 of the Amusement Machines Tax Joint Regulation No 10 of 1964, as amended by Joint Regulation No 17 of 1964 and Joint Regulation No 8 of 1973, is hereby amended by inserting immediately after the words "official rate of exchange" the comma and words", per annum.

Citation and Commencement

2. This Regulation may be cited as the Joint Amusement Machines Tax (Amendment) (No 2) Regulation No 30 of 1973 and shall upon its publication in the Condominium Gazette be deemed to have come into operation on the 1st day of January 1973.

MADE at Vila this eighteenth day of July, 1973

The Resident Commissioner for the French Republic	Her Britannic Majesty's Resident Commissioner
--	--

LANGLOIS

M. TOWNSEND

ARRETEMENT :

Article 1. - L'exportation des crustacés en dehors de l'archipel des Nouvelles Hébrides est interdite.

Article 2. - Toutefois les Commissaires-Résidents pourront, par Décision Conjointe, autoriser certaines personnes à exporter des crustacés, sous les réserves et conditions qu'ils fixeront dans leur décision.

Article 3. - Toute personne qui contreviendra aux dispositions du présent Règlement Conjoint, ou à toute réserve ou condition d'une Décision Conjointe autorisant l'exportation de crustacés, se rend coupable d'une infraction passible d'une amende n'excédant pas 50.000 FNH ou leur contre valeur en dollars australiens au taux de change officiel. En cas de récidive, le montant de l'amende encourue sera doublé.

Article 4. - Les Délégués ou leurs représentants dans leurs circonscriptions respectives, les agents de la force publique les agents du Service de l'Agriculture, et de l'Elevage les agents du service des Douanes, sont chargés de l'application du présent Règlement.

Article 5. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, et prendra effet à compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Fait à Port-Vila, le 19 juillet 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles Hébrides p.i. Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles Hébrides

M. TOWNSEND

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

✓ REGLEMENT CONJOINT N° 33 de 1973

relatif à l'installation de lignes et poteaux de télécommunications

LES COMMISSAIRES RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - les dispositions de l'article 2 (2) et de l'article 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914,

ARRETEMENT :

ARTICLE 1. - Dans ce Règlement, "poteau" signifie un poteau, un support, une échasse, un montant ou tout autre dispositif destiné à porter ou à soutenir une ligne de télécommunications.

L'expression "télécommunications" signifie tout système d'émission, de transmission et de réception des signaux, des images et des sons et de toutes informations au moyens de fils, de systèmes radio, visuels ou électro-magnétiques.

Prohibition of export of shellfish

1. Subject to the provisions of section 2, the export of shellfish from the New Hebrides is hereby prohibited.

Authorisation of export

2. The Resident Commissioners may by Joint Decision authorise any person to export shellfish, subject to such terms and conditions as they may impose in their Joint Decision.

Offences and Penalties

3. Any person who contravenes the provisions of this Regulation or of any term or condition of any Joint Decision authorising the export of shellfish shall be guilty of an offence punishable by a fine not exceeding 50,000 FNH or the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange. In the case of a second or subsequent offence the amount of such fine may be doubled.

Enforcement

4. The District Agents or their representatives in their respective Districts and the officers of the Police Force, the Agricultural Department and the Customs Department shall be responsible for the enforcement of this Regulation.

Citation and commencement

5. This Regulation may be cited as the Joint Export of Shellfish Regulation No 32 of 1973 and shall come into force on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this nineteenth day of July, 1973

The Resident Commissioner for the French Republic Her Britannic Majesty's Acting Resident Commissioner

LANGLOIS

M. TOWNSEND

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION N° 33 of 1973

To provide powers to place telecommunications lines and posts.

MADE BY the Resident Commissioners under the provisions of paragraph 2 of Article 2 and Article 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

Interpretation

1. In this Regulation

"post" means a post, pole, standard, stay, strut or other above ground contrivance for carrying, suspending or supporting a telecommunication line;

arbre poussant sur ces terrains à l'intérieur d'un rayon de trente mètres autour d'une ligne de télécommunications, et qui pourrait d'une façon ou d'une autre gêner ou s'interposer dans les travaux ;

c) ouvrir ou couper une route ;

d) ériger et entretenir des poteaux, haubans, supports, montants, dans ou sur un terrain privé ou tout autre, et attacher, placer et entretenir des fils, lignes, tubes ou autres appareils et éléments nécessaires aux travaux, sous, au-dessus, le long, à travers, dans une rue, une route ou tout autre terrain, et sur un immeuble, une maison ou tout autre local.

Toutefois, avant d'exercer l'un des pouvoirs énumérés ci-dessus, le Chef du Service des Postes et Télécommunications du Condominium devra envoyer une note sur ses intentions aux propriétaires et à toute personne intéressée s'il y en a dans un délai d'au moins sept jours ouvrables avant d'exercer ces pouvoirs.

(2) Dans l'exercice des pouvoirs conférés par le présent article, le droit d'usage du Chef du Service des Postes et Télécommunications du Condominium sur le sol d'un terrain sur ou dans lequel il est question d'effectuer ces travaux sera limité à l'exécution des dits travaux. Si l'un de ceux ainsi effectués occasionne une perte quelconque ou des dégâts réels et matériels, le concessionnaire devra arrêter ou modifier ces travaux, ou bien le propriétaire sera en droit d'obtenir une compensation conformément aux dispositions de l'article 4 du présent Règlement.

ARTICLE 4. - (1) Toute personne qui aura subi un préjudice matériel et certain du fait de l'exercice des pouvoirs conférés par l'article 2 ou l'article 3 du présent Règlement, pourra en demander la réparation aux Commissaires Résidents par écrit et dans un délai d'un an au plus à compter de la date de l'acte qui a causé les dégâts. Passé ce délai, la demande ne sera pas prise en considération.

(2) A défaut d'accord entre les parties, le montant du dédommagement, prévu par les clauses du présent Règlement, sera déterminé par une commission de compensation qui comprendra :

- Président : Le Conservateur de la Propriété Foncière ;

- Membres : Le Chef du Service des Finances du Condominium,
Le Chef du Service des Travaux Publics du Condominium,
Deux personnes résidant dans la région en question et qui seront désignées par les Commissaires Résidents.

(3) La commission de compensation entendra le requérant et les Commissaires Résidents qui pourront comparaître en personne, se faire représenter ou se borner à déposer des conclusions écrites, La commission pren-

sustained by them by reasons of the exercise of those powers;

d) before the exercise of any of the powers herein conferred notice of the Resident Commissioner's intention shall be served on the owner or owners or other interested party, if any.

Power to enter upon land

3. (1) In the exercise of the powers conferred by this Regulation, it shall be lawful for the Condominium Postmaster when so authorised for the purpose of the Resident Commissioners, by himself, his agents, workmen and labourers, to do all or any of the following.

a) enter, survey, and take levels of any private or other land or any part thereof and also dig out and remove any earth, stone, soil, sand and gravel whatsoever for the construction, maintenance or alteration of any telecommunication line or any part thereof or for any other purpose in connection with the works authorised by this Regulation;

b) cut and remove from any private or other land any tree or any branch, bough or other part of a tree growing on such lands within 30 metres of any telecommunication line and which may in any way affect or interfere with the works;

c) open or break up any road;

d) erect and maintain posts, stay-wires, poles or pillars in or upon any private or other land and attach, place and maintain wires, lines, conduits or other appliances and things necessary for the works in, under, through over, across or upon any street, road, land buildings, houses or premises;

Provided that before the exercise of any of the powers herein conferred notice of the Condominium Postmaster's intention shall be served on the owner or owners or other interested party, if any, at least seven working days before the exercise of such power.

(2) In the exercise of the powers given by this section, the right just granted to the Condominium Post-

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES
J REGLEMENT CONJOINT N° 34 de 1973

relatif aux délais d'acquittement en 1973 de certaines patentes dues en vertu des dispositions du R.C. N° 28 de 1973 sur les patentes.

LES COMMISSAIRES RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU les articles 2 (paragraphe 2), 5 et 7 du Protocole franco-britannique de 1914

VU le R.C. N° 28 de 1973

A R R E T E N T :

Article 1. - Nonobstant les dispositions de l'article 4 paragraphe 8 du R.C. N° 28 de 1973 les délais impartis pour l'acquittement en 1973 des patentes relatives aux commerces exercés dans les centres urbains de Port Vila et Luganville sont portés à deux (2) mois au terme desquels seront appliquées les pénalités de retard prévues au paragraphe 9 suivant.

Article 2. - Le présent règlement conjoint qui prendra effet à compter de sa date de publication au Journal Officiel du Condominium sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Port Vila, le 30 juillet 1973

Le Commissaire Résident de Sa Majesté Britannique p.i aux Nouvelles Hébrides Le Commissaire Résident de France aux Nouvelles Hébrides

M. TOWNSEND

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES
J INSTRUCTION CONJOINTE N° 4 de 1973

modifiant l'Instruction Conjointe N° 3 de 1970

Article 1. - Le paragraphe IV 17-1) de l'Instruction Conjointe N° 3 de 1970, modifié par l'Instruction Conjointe N° 4 de 1970, est à nouveau modifié par l'insertion in fine de l'alinéa suivant :

"Le personnel de service des Postes et Télécommunications, en raison des nécessités du service, conservera durant toute l'année l'horaire suivant pour l'après-midi :

- de 13 heures 30 à 16 heures 30.

Application to remove telecommunication post or line

mine the amount of compensation to be awarded.

5. When under the foregoing provisions of this Regulation a telecommunication line or post has been placed by the Condominium Postmaster under, over, along, across, in or upon any property and the owner or occupier thereof desires to deal with that property in such a manner as to render it necessary or convenient that the telecommunication lines or post should be removed to another part thereof or to a higher or lower level or altered in form, he may require the Resident Commissioners to remove or alter the line or post accordingly:

Provided that he shall when making the requisition tender to the Resident Commissioners the amount requisite to defray the expense of the removal or alteration.

Damage to works

6. Any person who wilfully or negligently injures or damages or causes to be injured or damaged any works, apparatus, appliances matters or things of whatever description installed or constructed by the Condominium Postmaster under the authority of the provisions of this Regulation, shall commit an offence punishable upon conviction by a fine not exceeding twenty thousand New Hebrides francs (20,000 FNH) or its equivalent in Australian dollars at the current rate of exchange and in addition shall be liable in proceedings before the appropriate Court for the cost of repairing such injury or damage.

Assault, obstruction etc. of authorised officer

7. Any person who shall assault, molest, hinder or obstruct an authorised officer, servant or agent in the exercise of any of the powers conferred or in the execution of any works authorised by this Regulation shall commit an offence punishable upon conviction by a fine not exceeding twenty thousand New Hebrides francs (20,000 FNH) or its equivalent in Australian dollars at the current rate of exchange or imprisonment for a term not exceeding three months or by both such fine and imprisonment.

Port-Vila, le 11 juillet 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles Hébrides p.i. Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles Hébrides

M. TOWNSEND

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

✓ ARRETE CONJOINT N° 5 de 1973

portant modification de l'Arrêté Conjoint N° 1 de 1957 relatif aux modalités d'application du régime minier,

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - les dispositions du protocole franco-britannique du 6 août 1914 en ses articles 7 et 2, paragraphe 2,

VU - l'arrêté conjoint N° 1 de 1956,

ARRETEMENT :

Article 1. - Le premier paragraphe de l'article 1 - 3 de l'Arrêté Conjoint N° 1 de 1957 est modifié par la suppression des mots "d'un droit fixe de 150 £ST" et leur remplacement par :

"d'un droit fixe de 50.000 FNH ou sa contre-valeur en \$ Australiens au taux de change officiel",

Article 2. - L'article 2 - 4 de l'Arrêté Conjoint N° 1 de 1957 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 2 - 4. Le permis de recherche est soumis à une redevance superficielle au profit du Condominium et calculée sur les bases suivantes :

- 5 FNH par hectare et par an pendant les deux années de la première période de validité.
- 10 FNH par hectare et pour chacune des deux années qui suivent le premier renouvellement,
- 20 FNH par hectare et pour chacune des deux années qui suivent le deuxième renouvellement,

ou leur contre-valeur en dollars australiens au taux de change officiel,

Cette redevance s'applique uniquement aux surfaces disponibles du permis considéré.

Elle est payable d'avance pour les deux années de chaque période de validité à la caisse du Condominium sur le vu d'ordre d'encaissement délivré par l'Ingénieur des Mines.

Article 3. - Le premier paragraphe de l'article 3 - 7 est modifié par la suppression des mots "6 shillings sterling" et leur remplacement par "100 FNH ou leur contre-valeur en dollars Australiens au taux de change officiel.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT STANDING ORDER N° 4 of 1973

To amend Joint Standing Order No 3 of 1970

1. Paragraph 4.17 (i) of Joint Standing Order No 3 of 1970, as amended by Joint Standing Order No 4 is hereby further amended by the addition of the following paragraph :

"Due to the requirements of the Department, the personnel of the Posts and Telecommunications Department will maintain the following time-table in the afternoon throughout the year :

- from 13.30 to 16.30

2. This Joint Standing Order shall take effect from the date of publication in the Condominium Gazette.

MADE IN VILA this eleventh day of July, 1973

The Resident Commissioner for the French Republic Her Britannic Majesty's Acting Resident Commissioner

LANGLOIS

M. TOWNSEND

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT STANDING ORDER N° 5 of 1973

A JOINT STANDING ORDER TO AMEND JOINT STANDING ORDER No 3 of 1970

1. The table in sub-section 4.11 (i) of chapter 4 of Joint Standing Order No 3 to be deleted and the following substituted :

Table with 2 columns: SALARY and ALLOWANCE. Rows include salary ranges from 73.800 to 289.500 p.a. and allowance amounts from 600 p.m. to 2.000 p.m.

2. The figures "\$30.00 ou 3.000 FNH" in sub-section 4.11 (ii) of chapter 4 of Joint Standing Order No 3 of 1970 to be deleted and the figures "FNH3.200" to be substituted in both cases.

3. The table in subsection 4.11 (iii) of chapter 4 of Joint Standing Order No 3 of 1970 to be deleted and the following substituted :

Table with 2 columns: SALARY and ALLOWANCE. Rows include salary ranges from 73.800 to 169.500 p.a. and allowance amounts from 1.000 p.m. to 2.000 p.m.

VU les nécessités du service ;

DECIDENT

Article 1. - Monsieur DIOPUS'KIN Louis, du Corps Français de la Milice des Nouvelles Hébrides, est investi du mandat spécial prévu à l'article 60 du Protocole pour la constatation des infractions prévues par son article 57.

Article 2. - La présente décision conjointe qui prendra effet à compter du 1er juillet 1973, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera./.

à Port-Vila, le 13 juillet 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles Hébrides p.i. Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles Hébrides

M. TOWNSEND

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES
DECISION CONJOINTE N° 59 de 1973

accordant une concession à perpétuité gratuite dans le cimetière de Port-Vila

LESCOMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - les dispositions de l'article 2, paragraphe 2 et l'article 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914 ;

VU - l'article 7 paragraphe 2 du Règlement Conjoint N° 15 de 1968

DECIDENT :

Article 1. - Sur demande des Délégués de la Circonscription des Iles du Centre 1 en date du 5 juillet 1973, une concession à perpétuité gratuite dans le cimetière de Port Vila est accordée pour l'inhumation de M. David.

Article 2. - Les Délégués Français et Britannique pour la Circonscription des Iles du Centre 1 sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Port Vila, le 24 juillet 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles Hébrides p.i. Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles Hébrides

M. TOWNSEND

LANGLOIS

ble in advance to the Condominium Treasurer for each two-year period of validity of a licence on receipt of a Receivable Order issued by the Mines Officer".

Amendment of R. 37 of principal Rules

3. Rule 3.7 of the principal Rules is hereby amended by deleting the words "six shillings sterling" and replacing them by the figures and words "100 FNH or the equivalent thereof in Australian currency at the official rate of exchange".

Citation and commencement

4. These Rules may be cited as the Joint Mining (Amendment) Rules No 5 of 1973 and shall come into operation on the date of their publication in the Condominium Gazette.

MADE IN VILA this second day of July, 1973

The Resident Commissioner for the French Republic Her Britannic Majesty's Acting Resident Commissioner

LANGLOIS

M. TOWNSEND

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
JOINT DECISION N° 56 of 1973

Acting in pursuance of the provisions of section 1 of the Joint Monetary Provisions Regulation No 6 of 1973, the Resident Commissioners

HEREBY DECIDE

that for the purpose of payments to or by the Joint Administration the official rate of exchange is fixed as follows with effect from 5th July 1973 -

100 New Hebridean Francs = 105 Australian cents.

Joint Decision No 48 of 1973 is hereby repealed with effect from the said date.

2. This Decision shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

DATED at Vila this fourth day of July 1973.

The Resident Commissioner for the French Republic Her Britannic Majesty's Acting Resident Commissioner

R. LANGLOIS

M.M. TOWNSEND

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES
DECISION CONJOINTE N° 61 de 1973**

LES COMMISSAIRES RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

DECIDENT :

Article 1. - Monsieur Maurice BOUSSETIERE, Adjoint de grade B.1 au Service du Personnel et de l'Ordonnement, est nommé Adjoint du Grade A.

Article 2. - L'intéressé aura droit à ce titre à un salaire annuel de francs NH 717.900 ainsi qu'aux indemnités prévues par les règlements.

Article 3. - La présente Décision aura effet pour compter du 1er janvier 1973.

Port Vila, le 31 juillet 1973

Le Commissaire-Résident de France Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique p.i.

LANGLOIS

M. TOWNSEND

PUBLICATION OFFICIELLE

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

En application de l'article 3-1) du Règlement Conjoint N° 16 de 1970

publient par les présentes, pour prendre effet à la date de cette publication les désignations suivantes de ministres des cultes habilités à célébrer les mariages entre autochtones :

NOM

EGLISE PRESBYTERIENNE

BARRY MARTIN LAKE S.W. BAY - MAL-LICOLA

ARTHUR JOHN HAYSEY PORT - VILA (Vaté)

Port-Vila, le 6 juillet 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles Hébrides p.i. Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles Hébrides

M. TOWNSEND

LANGLOIS

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
JOINT DECISION N° 60 of 1973**

TO PROVIDE, for the regulation of road traffic in Vila, in accordance with the provisions of section 4 and 18 of Joint Regulation No 4 of 1962, as amended by Joint Regulation No 18 of 1970.

The Resident Commissioners, being satisfied that by reason of undue congestion of traffic and danger to the public, the passage of vehicle traffic should be regulated and restricted.

DO HEREBY DECIDE

1. In this Joint Decision references to "signs" shall be construed as the signs prescribed in Schedule G of Joint Regulation No 4 of 1962.

2. For the purpose of facilitating the safe movement of traffic in Vila, the Superintendent of the Condominium Public Works Department shall cause to be erected the road traffic signs specified below; -

(a) "STOP" signs of design B10 shall be erected on the Rue de Queiros at its junction with the Avenue Edmond Colardeau

(b) "STOP" signs of design B10 shall be erected on the unnamed road from the de Gaillande and Capital Guaranty Company's subdivisions at the junction with the road leading to the radio station on Malapoa point.

(c) "GIVE WAY" signs of design A10 shall be erected on the Avenue Edmond Colardeau and the road from Tassiriki Park Estate at their junction with the Vila - Teouma Road.

This Joint Decision shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this twenty-seventh day of July, 1973

The Resident Commissioner for the Republic of France Her Britannic Majesty's Acting Resident Commissioner

LANGLOIS

M. TOWNSEND

PUBLIC NOTICE

The Resident Commissioners of the French Republic and Her Britannic Majesty, in accordance with Section 3 (1) of the Joint Regulation No 16 of 1970, hereby publish the following lists of Ministers of Religion authorised to celebrate Marriages between New Hebrideans. These lists shall be effective from the date of publication.

1. PRESBYTERIAN CHURCH

Les personnes qui auraient des droits réels de propriété ou autres à faire valoir sur ce bien sont informées qu'elles ont un délai d'une année pour se pourvoir contre cette demande, à partir de la date qui sera fixée ultérieurement par une décision du Tribunal affichée à la porte du Palais de Justice.

Il pourra leur être donné communication de la demande et des pièces, sans déplacement, sur leur réquisition.

Elles pourront même obtenir, à leurs frais, et conformément au règlement de la procédure, des copies de ces documents.

Port-Vila, le 5 juillet 1973

Le Greffier
E. BUTERI

TRIBUNAL MIXTE DES NOUVELLES HEBRIDES
AVIS A FIN DE PUBLICATION
(Art. 30 Proc. imm.)

Je soussigné Edmond Butéri, greffier, déclare que l'an mil neuf cent soixante douze et le trente-et-un octobre; à onze heures du matin, il a été déposé au greffe du Tribunal, par M. Thomas Kaltoua, agriculteur de statut indigène, demeurant à l'îlot Vila - Ile Vaté - Nouvelles Hébrides agissant en son nom personnel une demande d'immatriculation qui a été enregistrée sous le N° 222 VATE de la propriété dite "NATOIKA N° 2", sise à PORT-VILA (île Vaté), au nom de M. Thomas Kaltoua.

D'après la demande, cette propriété, qui occupe une superficie de un hectare quatre-vingt-treize ares neuf centiares quatre-vingt-dix-sept décimètres carrés est ainsi limitée : AU SUD - partant d'un point N° 724.7 A situé sur le bord de mer (baie de Port-Vila) 1° / - par une ligne droite de 48m609 orientée 70°04'07" - 2° / par une ligne droite de 68m227 orientée 79°51'52" .

AU NORD - par une ligne droite de 112m200 orientée 106°41'07" .

A L'EST - par le rivage de la mer jusqu'au point de départ de la limite Sud.

A L'OUEST - Par une ligne droite de 208m037 orientée 175°48'43" .

Ses tenants et aboutissants sont : A L'EST, la mer. AU SUD, à l'OUEST et au NORD, des terrains indigènes.

Sur cette propriété se trouvent les constructions suivantes : NEANT et les plantations suivantes : Cocoteraie et jardins.

Les titres déposés à l'appui de la demande sont énumérés ci-dessous

The documents lodged in support of the application are set out hereunder

Plan of the property

The applicant also base his application on the fact that this area is a former marsh reclaimed for sanitation reasons in view of the proximity of the Ecole Publique de Luganville

Any persons having interests in this property or any rights to maintain in respect thereof are informed that they have a period of one year from the date of publication (this date shall be determined later by a decision of the Joint Court posted up at the doors of the Court House) to oppose this application.

Inspection of the application and documents, without removing them, may be accorded to such persons on their application.

They may also obtain, at their own expense, and in accordance with the Procedure, copies of the said documents,

Vila, the fifth day of July 1973

E. BUTERI
Registrar

JOINT COURT OF THE NEW HEBRIDES
NOTICE FOR PUBLICATION

(Art. 30 Registration Procedure.)

has been lodged at the Registry of the Court by Thomas KALTOUA, farmer of native status, residing at Fila Island, Elate Island, New Hebrides acting on his own behalf an application for registration entered under the number 222 EFATE of the property called "NATOIKA No 2" situated at VILA, island of Elate in the name of Thomas KALTOUA

According to the application, this property, which occupies an area of one hectare ninety three ares twenty nine centiares ninety seven square decimetres (1ha 93a 29ca 97dm2) is bounded as follows :

ON THE SOUTH : commencing at a point No 724.7 A situated on the sea front (Vila Bay) (i) a straight line bearing 70°04'07" for 48.609 metres (ii) a straight line bearing 79°51'52" for 68.227 metres.

ON THE NORTH : a straight line bearing 106°41'07" for 112.200 metres.

ON THE EAST : by the sea shore to the point of commencement of the southern boundary.

ON THE WEST : by a straight line bearing 175°48'43" for 208.037 metres.

The adjoining properties are : On the East : the sea. On the South, West and North : native lands, on the property

Esquisses de la propriété

Les personnes qui auraient des droits réels de propriété ou autres à faire valoir sur ce bien sont informées qu'elles ont un délai d'une année pour se pourvoir contre cette demande, à partir de la date qui sera fixée ultérieurement par une décision du Tribunal affichée à la porte du Palais de Justice.

Il pourra leur être donné communication de la demande et des pièces, sans déplacement, sur leur réquisition

Elles pourront même obtenir, à leurs frais, et conformément au règlement de la procédure, des copies de ces documents.

Port-Vila, le 5 Juillet 1973.

Le Greffier

E. BUTERI

TRIBUNAL MIXTE DES NOUVELLES HEBRIDES

AVIS A FIN DE PUBLICATION

(Art. 30 Proc. imm.)

Je soussigné EDMOND BUTERI, greffier, déclare que l'an mil neuf cent soixante douze et le vingt deux novembre, à quinze heures, il a été déposé au greffe du Tribunal, par M. E.H.R. CAYROL, propriétaire de nationalité Française, demeurant à Port-Vila, B.P. 105 agissant en son nom une demande d'immatriculation qui a été enregistrée sous le N° 224 Vaté de la propriété dite "TOOMASWOK", sise à Port-Vila, en bordure du Lagon d'Erakor au nom de M. E.H.R. CAYROL

D'après la demande, cette propriété, qui occupe une superficie de 17a 60ca, est ainsi limitée : partant de la borne 866 dont les coordonnées sont : 9730,876m Nord et 20406,783m Est, une ligne droite de 29,00 mètres orientée 118° 21' 22" aboutissant à la borne 866 bis. De là une ligne droite 48,09 mètres orientée 194° 15' 11" aboutissant à la borne 861 ter. De là une ligne droite de 12,000 mètres orientée 22° 21' 22" aboutissant à la borne 861 bis. De là une ligne droite de 24,00 mètres orientée 296° 21' 22" aboutissant à la borne 861. De là une ligne sinueuse suivant la limite des plus hautes eaux au moment de l'immatriculation et aboutissant au point de départ,

Ses tenants et aboutissants sont : Au Sud et à l'Est et au Nord, le Lagon d'Erakor ; A l'Ouest 1m865 au nom de Mr. CAYROL, propriétaire de l'immeuble principal.

Sur cette propriété se trouvent les constructions suivantes : NEANT et les plantations suivantes: NEANT

Les titres déposés à l'appui de la demande sont énumérés ci-dessous

(i) Demande d'autorisation de remblai

Any persons having interests in this property or any rights to maintain in respect thereof are informed that they have a period of one year from the date of publication (this date shall be determined later by a decision of the Joint Court posted up at the doors of the Court House) to oppose this application.

Inspection of the application and documents without removing them, may be accorded to such persons on their application.

They may also obtain, at their own expense, and in accordance with the Procedure, copies of the said documents.

Vila, the fifth day of July 1973

E. BUTERI

Registrar

JOINT COURT OF THE NEW HEBRIDES

NOTICE FOR PUBLICATION

(Art. 30 Registration Procedure.)

I, the undersigned Registrar, declare that on the twenty-second day of November 1972 at three o'clock P.M. there has been lodged at the Registry of the Court by Mr. E.H. R. CAYROL, French subject, landowner residing at Vila, P.O. Box 195 acting on his own behalf an application for registration entered under the number 224 Eate of the property called "TOOMASWOK" situated on shore of Erakor Lagoon, Vila Eate Island in the name of Mr. E.-H.R. CAYROL

According to the application, this property, which occupies an area of 17ares 60centiares is bounded as follows : Commencing at concrete block 866, position 9730,876m North, 20406,783m East, a straight line bearing 118° 21' 22" for 29 metres to concrete block 866 bis, thence a straight line bearing 194° 15' 11" for 48.09 metres to concrete block 861 ter, thence a straight line bearing 22° 21' 22" for 12 metres to concrete block 861 bis, thence a straight line bearing 296° 21' 22" for 24 metres to concrete block 861, thence a sinuous line following the high water mark at the time of registration and ending at the point of commencement.

The adjoining properties are on the South, East and North, Erakor Lagoon, and to the West property registered under the No 865 in the name of Mr. CAYROL, owner of the principal immovable, on the property there are the following constructions NIL and the following plantations NIL

The documents lodged in support of the application are set out hereunder

(i) letter requesting reclamation permit

(ii) plan of reclaimed land

qu'elles ont un délai d'une année pour se pourvoir contre cette demande, à partir de la date qui sera fixée ultérieurement par une décision du Tribunal affichée à la porte du Palais de Justice,

Il pourra leur être donné communication de la demande et des pièces, sans déplacement, sur leur réquisition.

Elles pourront même obtenir, à leurs frais, et conformément au règlement de la procédure, des copies de ces documents.

Port-Vila, le 5 Juillet 1973

Le Greffier

E. BUTERI

**TRIBUNAL MIXTE DES NOUVELLES HEBRIDES
AVIS A FIN DE PUBLICATION**

(Art. 30 Proc. imm.)

Je soussigné EDMOND BUTERI, greffier, déclare que l'an mil neuf cent soixante treize et le vingt trois janvier à dix heures du matin, il a été déposé au greffe du Tribunal, par M. PETER POILAPA agissant au nom et en qualité de Chef de la collectivité des indigènes du village de MELE, île Vaté, une demande d'immatriculation qui a été enregistrée sous le N° 228 Vaté de la propriété dite BAJIRAUIA, sise au plateau de MELE LAMA, île Vaté, au nom du village de MELE

D'après la demande, cette propriété, qui occupe une superficie de cinq cent quatre vingt seize hectares environ, est ainsi limitée : Au Nord - partant d'un point situé sur le haut d'une falaise 1) par une ligne droite de 500m. environ orientée 90°00'00" 2) la route de Port-Havannah à Port-Vila. A l'Est - une ligne droite de 7 300m. orientée 40°27'07". A l'Ouest - le haut d'une falaise jusqu'au point de départ de la limite Nord.

Ses tenants et aboutissants sont : Au Nord - des terrains indigènes et la route de Port-Havannah à Port-Vila. A l'Est - les propriétés immatriculées sous les Nos. 1806, 1783 et 370.

Sur cette propriété se trouvent les constructions suivantes : NEANT et les plantations suivantes : jardins.

Les titres déposés à l'appui de la demande sont énumérés ci-dessous

- 1) plan au 1/50 000
- 2) lettre de Mr. POILAPA à MM. les Commissaires-Résidents de France et de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides demandant la nomination d'un Avocat des Indigènes ad hoc.

Le requérant base aussi sa demande sur son droit de propriété au regard de la coutume indigène de la région.

se) to oppose this application.

Inspection of the application and documents, without removing them, may be accorded to such persons on their application.

They may also obtain, at their own expense, and in accordance with the Procedure, copies of the said documents.

Vila, the fifth day of July 1973

E. BUTERI

Registrar

**JOINT COURT OF THE NEW HEBRIDES
NOTICE FOR PUBLICATION**

(Art. 30 Registration Procedure.)

I, the undersigned Registrar, declare that on the 23rd day of January 1973 at ten o'clock A. M. there has been lodged at the Registry of the Court by PETER POILAPA acting as representative of and as chief of all the natives of Mele village, Eate Island an application for registration entered under the number 228 Eate of the property called BAJIRAUIA situated at MELE LAMA plateau, Eate Island in the name of MELE VILLAGE

According to the application, this property, which occupies an area of approximately 596 hectares is bounded as follows : To the north : commencing at a point situated on the cliff top 1) thence a straight line bearing 90°00'00" for 500m 2) the road from Havannah Harbour to Vila. To the east : a straight line bearing 40°27'07" for 7,300m. To the west : the cliff top up to the point of commencement of the northern boundary.

The adjoining properties are To the north : native lands and the road from Havannah Harbour to Vila. To the east : registered lands Nos. 1806, 1783, 370. To the west : native lands, on the property there are the following constructions NIL and the following plantations gardens

The documents lodged in support of the application are set out hereunder

- 1) Plan of the property 1 : 50,000
- 2) Letter from Mr. Poilapa to the Resident Commissioners asking for the appointment of a Native Advocate ad hoc.

And the application also bases his application on his rights of ownership according to local native custom

Any persons having interests in this property or any rights to maintain in respect thereof are informed that they have a period of one year from the date of publication (this date shall be determined later by a decision of